

**M. Paproski:** Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. Ce n'est pas ce que j'ai dit et le député de York-Sud (M. Lewis) ne devrait pas faire ce genre d'insinuations. J'ai dit que le gouvernement n'a pas de politique en matière de pétrole.

**M. Alexander:** J'ai entendu.

**M. Paproski:** Je n'apprécie pas ce qu'a dit le député de York-Sud et il devrait se rétracter.

**M. Lewis:** Je croyais avoir entendu le député d'Edmonton-Centre manifester son désaccord. D'après ce qu'il vient de dire, je vois qu'il est d'accord avec le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton).

**M. Paproski:** Une fois de plus, le député devrait se rétracter.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lewis:** Je ne sais pas très bien en quoi je dois me rétracter.

**M. Paproski:** Les deux déclarations.

**M. Lewis:** Apparemment, je dois me rétracter, dans les deux cas. Eh bien, je ne peux pas. Le député est d'accord avec son ami de Qu'Appelle-Moose Mountain ou il ne l'est pas. S'il l'est, le gouvernement sait que tous les membres de cette Chambre acceptent l'idée d'une société pétrolière nationale. Même si le député n'est pas d'accord, je crois toujours que la majorité des députés voit la nécessité d'un organisme national pour protéger les Canadiens et j'encourage le gouvernement à ne pas perdre de temps.

Je suis également déçu que le ministre n'ait rien dit sur l'extension de l'oléoduc. Comme l'a dit le député de Cumberland-Colchester Nord (M. Coates), cet oléoduc ne devrait pas s'arrêter à Montréal mais aller plus à l'est. Je ne retire pas ce que j'ai dit à Vancouver. La division du Canada en deux marchés, afin de protéger les sociétés de pétrole de notre pays, qu'un gouvernement conservateur a provoquée en 1961, a peut-être permis à l'Est du Canada de bénéficier de prix avantageux pendant 10 ou 12 ans, mais elle le place maintenant dans une situation dangereuse, situation qui ne se serait jamais créée si l'Est avait pu disposer du pétrole canadien, voire du pétrole sous-marin.

Je n'accepte pas l'idée que l'extension de l'oléoduc aurait nécessairement causé de grosses augmentations de prix pour les Canadiens de l'Est, car ce dont on a visiblement besoin, et ce dont on a discuté pendant des années, c'est d'un oléoduc réversible dans lequel le pétrole de l'Ouest serait acheminé vers l'Est et le pétrole sous-marin, vers l'Ouest, du moins à certains moments, ce qui équilibrerait les coûts, de même que le prix exigé de tous les Canadiens, prix qui serait plus bas que celui qu'imposent actuellement les sociétés multinationales.

Voilà pourquoi nous appuyons la taxe à l'exportation. Les membres du parti conservateur ne cessent d'invectiver le ministre parce qu'il a fait mettre le premier ministre Lougheed en colère. Si c'est sur la question de la taxe à l'exportation, c'est, à mon avis, une bonne raison pour le faire enrager. Quelle aurait été la situation si l'on n'avait pas imposé de taxe à l'exportation? J'ai fait certains calculs. Fixant la quantité exportée à environ 1.2 million de barils par jour, les sociétés multinationales auraient réalisé à peu près 57 millions de dollars par mois et le

### *Pétrole et gaz*

gouvernement de l'Alberta—je veux dire le gouvernement et les habitants de l'Alberta, car on parle des Albertains en ce moment—aurait obtenu environ 13 millions de dollars.

Par conséquent, 44 des 57 millions de dollars aurait été empochés par les sociétés multinationales déjà bien nanties. Au cours d'une année, le gouvernement de l'Alberta aurait peut-être touché environ 150 millions, tandis que les sociétés multinationales auraient obtenu 533 millions. Les députés qui souhaitent donner de telles sommes aux sociétés multinationales aux dépens des Canadiens peuvent bien continuer à chahuter et plaider en faveur de leurs amis capitalistes de l'industrie pétrolière. Mes collègues et moi-même sommes heureux que le gouvernement ait accepté notre proposition au sujet du prélèvement d'une taxe d'exportation.

A mon avis, le gouvernement et les citoyens de l'Alberta devraient recevoir plus que ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a proposé. Je ne vois pas pourquoi ils ne devraient pas toucher une proportion beaucoup plus appréciable de la taxe d'exportation de \$1.90, le solde étant utilisé comme le gouvernement l'a signalé, à soutenir l'exploitation des nouvelles sources d'énergie au profit des Canadiens.

Pour conclure, je suis convaincu qu'il n'y a pas de raison pour que les Canadiens éprouvent des difficultés en matière de ressources énergétiques et pétrolières. Notre pays a des réserves suffisantes de pétrole et de gaz naturel. Il possède assez de raffineries ou, s'il n'en a pas, il devrait en avoir. Notre pays dispose de moyens de transport capables de répondre aux besoins de toute la population pour ce qui est de la ravitailler en puisant à même nos propres ressources s'il devenait difficile d'obtenir des approvisionnements de l'étranger ou sinon, il devrait en disposer.

**Une voix:** Alors, qu'on les transporte!

**M. Lewis:** Peu importe qui a dit cela, que Dieu nous vienne en aide si jamais les gens qui protègent les sociétés pétrolières de l'ouest du Canada devaient exercer le pouvoir.

**Des voix:** Bravo!

● (2200)

**M. Lewis:** Si le Canada est aux prises avec des difficultés de pareille envergure cet hiver, c'est uniquement parce que les gouvernements fédéraux et les gouvernements provinciaux qui se sont succédé, notamment ceux de l'Alberta dirigés par le Crédit social et les Tory, ont vendu nos ressources gazières et pétrolières à des sociétés multinationales, au mépris du bien-être de notre pays et de son avenir. A mon avis, tant que les Canadiens, par le truchement de leur Parlement, n'auront pas repris en main le contrôle des ressources naturelles de notre pays et dépouillé les sociétés multinationales des pouvoirs qu'elles détiennent actuellement, des crises ne manqueront sûrement pas de se produire de temps à l'autre à l'avenir.

Je préviens la Chambre que l'hiver qui vient ne sera pas le seul où nous connaîtrons une crise en ce domaine. Au fur et à mesure de l'augmentation de la demande et de la consommation chez nous et partout dans le monde, nous connaîtrons encore à l'avenir des crises graves, à moins que nous ne mettions la main sur nos ressources naturelles au profit des Canadiens et non pas des sociétés multinationales.